



En 2009, conformément à la loi de programmation des finances publiques de 2009 à 2012, plus de 30.000 départs à la retraite n'ont pas été remplacés dans la fonction publique, en grande partie à l'éducation nationale.

Pour 2010 et 2011, il est prévu une poursuite et amplification de cet « effort ». En contrepartie l'Etat employeur promet à ses fonctionnaires de consacrer 50% de ces « économies » à des augmentations de salaire sous forme de primes individuelles (sur le résultat) et collectives (ou d'intéressement) calculées sur les « gains de productivité ». Ce qui signifie une intensification du travail et un amoindrissement de la qualité du service rendu au public.

Nos revendications immédiates sont les suivantes:

pas de hiérarchie entre les traitements= salaire égal pour tous;

Intégration des différentes primes dans notre traitement afin que nos droits à la retraite soient calculés sur sa totalité.

En tant que fonctionnaires nous subissons quotidiennement la dégradation de nos conditions de travail qu'entraînent ces choix, d'autant plus que la plupart d'entre nous tente avec moins de moyens de maintenir des services publics.

En tant que travailleurs au service de la collectivité et membres de la collectivité, nous refusons d'entrer dans un système qui favorise la liquidation des quelques biens qui nous restent en commun. Alors avec la population, réclamons des emplois et des services utiles à tous, pour aller vers une société plus juste et solidaire !

C'est pourquoi si nous consentons à faire des efforts pour financer les dépenses suivantes:

de solidarité envers les plus fragiles d'entre nous ;

de santé ;

d'éducation ;

de culture ;

de développement d'infrastructures de transports respectueuses de l'environnement.

Nous refusons de financer et de cautionner, entre autres :

- une politique étrangère (militaire et énergétique) désastreuse pour de nombreuses populations civiles dans le monde ;

une industrie pharmaceutique peu soucieuse de considérations comme la santé publique ;

- une politique énergétique qui se résume à des choix de court terme hasardeux et



dangereux ;

- un ministère de l'immigration et de l'identité nationale.

Nous refusons de participer à la politique du chacun pour soi. Nous refusons que les plus pauvres d'entre nous n'aient plus accès aux services jusqu'alors financés par la collectivité toute entière.

Aujourd'hui si nous défendons nos droits en tant que travailleurs de la collectivité, nous souhaitons aussi participer à une gestion collective de notre société sans professionnels de la politique et sans intermédiaire d'aucune sorte.

Nous souhaitons mettre en place une société communiste-libertaire. Pour une société sans Etat ni patron, sans classe sociale, sans hiérarchie, basée sur la liberté individuelle, la solidarité, l'égalité. Pour un autre futur, sans frontières, états ni nationalités, sans dieu ni maître ni tribun.